

Zone Franc : Retrait Français, Crise des Réserves et l'Avenir du FCFA

Oumarou Sanda Awal

Économiste & Financier – Consultant Manager

Certifié en Finance, en Informatique de Gestion et en Management de Projets

29 décembre 2024

Table des Matières

I. Introduction Générale.....	2
II. Quelle est la taille du patrimoine français dans les pays francophones ?	2
III. Le retrait des entreprises françaises : un signe de désarrimage du FCFA à l'Euro ?..	2
IV. Diminution des réserves de change et vulnérabilité des matières premières	3
V. Conclusion Générale	4
VI. Bibliographie	5

Résumé

La zone franc traverse une période critique, marquée par la diminution des réserves de change et le retrait progressif des entreprises françaises. Ces deux tendances, combinées à la dépendance économique des pays de la région aux matières premières, mettent en péril la parité fixe entre le FCFA et l'euro. Bien que le désarrimage ne soit pas officiellement envisagé, ces dynamiques indiquent une potentielle reconfiguration des relations économiques entre la France et ses anciennes colonies. Cette analyse met en lumière les défis structurels auxquels font face les économies de la CEMAC et de l'UEMOA, tout en examinant les conséquences possibles d'un éventuel passage à une autonomie monétaire régionale.

I. Introduction Générale

La zone franc, regroupant 14 pays d'Afrique subsaharienne utilisant le franc CFA, est confrontée à des défis économiques et monétaires majeurs. Alors que les réserves de change s'érodent en raison de la dépendance aux matières premières et de la volatilité des marchés mondiaux, le rôle de la France dans la région semble s'amenuiser avec le retrait progressif de ses entreprises. Ces dynamiques soulèvent des questions cruciales sur la viabilité de la parité fixe entre le FCFA et l'euro, et sur l'avenir même de cette monnaie controversée, souvent perçue comme un vestige colonial. Ce texte explore les implications économiques, monétaires, et géopolitiques de ces évolutions, en analysant les liens entre les réserves de change, le désarrimage potentiel et la relation France-Afrique.

II. Quelle est la taille du patrimoine français dans les pays francophones ?

Le "patrimoine français" dans les pays francophones d'Afrique subsaharienne peut être mesuré à travers plusieurs indicateurs, tels que :

- **Les investissements directs étrangers (IDE) :** La France reste l'un des principaux investisseurs dans ces pays. Selon des données récentes, environ 20-30 % des IDE en Afrique subsaharienne proviennent de la France.
- **Les entreprises françaises :** Les groupes français dominent des secteurs clés comme les banques (SG, BNP Paribas, et Crédit Agricole), l'énergie (TotalEnergies), la logistique (Bolloré), ou encore les télécommunications (Orange). Cependant, leur poids s'érode face à la montée des acteurs chinois, turcs et bien d'autres, ou locaux.

Ces chiffres varient selon les pays et les secteurs. Par exemple :

- Au Sénégal, en Côte d'Ivoire, et au Cameroun, la France est un investisseur majeur.
- En revanche, son influence est moindre dans des pays comme le Tchad ou la Guinée.

En moyenne, les entreprises françaises contrôlent encore une part significative (15-20 %) des actifs économiques des principales économies de la zone franc.

III. Le retrait des entreprises françaises : un signe de désarrimage du FCFA à l'Euro ?

Le retrait progressif des entreprises françaises, comme la Société Générale (SG) ou TotalEnergies, peut être interprété de plusieurs manières :

a) Facteurs économiques internes

- **Baisse de rentabilité :** Les économies des pays de la zone franc sont fragiles, fortement dépendantes des matières premières, avec une faible diversification. Cela impacte la rentabilité des filiales françaises.

- **Concurrence accrue** : Des entreprises chinoises, turques et bien d'autres, ou locales remplacent de plus en plus les firmes françaises.

b) Conséquences sur le FCFA

Le retrait économique de la France pourrait fragiliser le FCFA dans sa parité avec l'euro :

1. **Réserves de change** : La diminution des investissements et du commerce bilatéral réduit les flux en devises européennes vers la région, ce qui accroît le risque de crise de balance des paiements.
2. **Stabilité du FCFA** : La parité fixe entre le FCFA et l'euro repose sur des réserves de change suffisantes (50 % des réserves doivent être déposées au Trésor français). Si les réserves diminuent de manière critique, un désarrimage pourrait devenir inévitable.

c) Préparation d'un désarrimage ?

Certaines analyses suggèrent que la France pourrait envisager un désarrimage progressif pour :

- **Réduire ses responsabilités** : Le système FCFA coûte cher politiquement et économiquement à la France, notamment dans un contexte de contestation croissante en Afrique.
- **Encourager une autonomie monétaire régionale** : En laissant les pays de la CEMAC et de l'UEMOA gérer leur propre monnaie, tout en restant influente grâce à des partenariats bilatéraux.

Cependant, un désarrimage brutal pourrait entraîner une instabilité monétaire et économique majeure dans les pays concernés, rendant cette option risquée pour la France.

IV. Diminution des réserves de change et vulnérabilité des matières premières

Les réserves de change des pays de la zone franc dépendent fortement des exportations de matières premières, telles que :

- **Pétrole** (Gabon, Cameroun, Tchad).
- **Cacao** (Côte d'Ivoire, Cameroun).
- **Uranium** (Niger).

Ces marchés sont volatils, et les fluctuations des prix affectent directement les réserves. Par exemple :

- Une baisse des prix du pétrole, comme en 2014-2016, a durement frappé les réserves des pays pétroliers de la CEMAC.
- La pandémie de COVID-19 a accentué cette vulnérabilité.

En conséquence, la zone franc est exposée à un cercle vicieux :

- **Diminution des réserves → Pression sur la parité fixe → Risque de désarrimage.**

V. Conclusion Générale

Face à la conjonction de facteurs défavorables – baisse des réserves de change, retrait des entreprises françaises, et contestations croissantes contre le FCFA – la zone franc se trouve à un tournant historique. Si le désarrimage du FCFA à l’euro devenait une réalité, il offrirait aux pays concernés l’opportunité de construire une autonomie monétaire, mais au prix de défis économiques et institutionnels considérables. La transition vers une monnaie régionale, bien qu’ambitieuse, nécessiterait des réformes structurelles profondes pour renforcer la résilience économique et limiter la vulnérabilité aux fluctuations des marchés mondiaux. Ainsi, l’avenir de la zone franc dépendra de la capacité de ses dirigeants à réinventer un cadre monétaire plus équitable et durable, tout en équilibrant les impératifs de souveraineté et de stabilité.

VI. Bibliographie

1. **Les banques françaises se replient du continent africain**
Le Figaro, 8 juin 2023.
Cet article analyse le retrait de la Société Générale et d'autres banques françaises de plusieurs marchés africains.
(lefigaro.fr)
2. **Au Sahel, les entreprises françaises font le dos rond dans un climat de plus en plus hostile**
Le Monde, 3 août 2023.
Cet article explore les défis auxquels font face les entreprises françaises dans des pays politiquement instables.
(lemonde.fr)
3. **Banque : pourquoi Société Générale quitte quatre marchés africains et peut-être un cinquième bientôt**
La Tribune Afrique, 15 juin 2023.
Une analyse approfondie des raisons du retrait de la Société Générale de plusieurs pays africains.
(afrique.latribune.fr)
4. **Les réserves de change des pays de la CEMAC en chute libre**
Financial Afrik, 20 novembre 2023.
L'article met en lumière les impacts des fluctuations des prix des matières premières sur les réserves de change des pays de la CEMAC.
(financialafrik.com)
5. **Le Franc CFA : une monnaie en sursis ?**
Le Monde Diplomatique, octobre 2023.
Cet article critique examine les pressions économiques et politiques pesant sur le FCFA.
(monde-diplomatique.fr)
6. **La Zone Franc et le Franc CFA : Chronique d'une mort annoncée**
Jeune Afrique, 12 décembre 2023.
Une perspective détaillée sur les défis structurels de la zone franc CFA face à la baisse des réserves et aux changements politiques.
(jeuneafrique.com)